



Le 30 juin 2015

Malgré des engagements trop conservateurs la Chine prend le tournant de la transition écologique

La Fondation Nicolas Hulot accueille favorablement une contribution de la Chine qui acte sa prise de conscience de l'urgence climatique mais regrette des engagements trop conservateurs pour se remettre sur une trajectoire 2°C. Ces engagements seront probablement dépassés par la réalité d'une transition énergétique chinoise rapide. Assumer un pic des émissions avant 2025 et une diminution de 80% de l'intensité carbone de son économie aurait incité d'autres grands émetteurs du G20 à revoir leurs engagements à la hausse avant la COP 21.

La Chine, plus gros émetteur de GES (22% des émissions mondiales), a présenté sa contribution en amont de la COP 21 (INDC). La Fondation Nicolas Hulot retient principalement un pic d'émission au plus tard en 2030, 20% d'énergies renouvelables et nucléaire dans son mix énergétique et la diminution de l'intensité carbone de son économie par 3 par rapport à 2005. C'est une bonne nouvelle car depuis 1990 la Chine avait multiplié par 4 ses émissions par personne, pour atteindre aujourd'hui 7,7 tonnes équivalent CO₂. Si ses engagements restent conservateurs, la Chine réalise un tournant vers une économie bas carbone, et envoie un signal fort aux autres grands émetteurs du G20 qui doivent renforcer leurs engagements.

Néanmoins, la Chine a les capacités d'aller plus vite, en attestent ses investissements dans les énergies renouvelables et notamment l'éolien dont elle est depuis 2009 le premier producteur mondial. Elle a ainsi atteint son objectif 2020 de produire 30 GW sur son sol avec dix ans d'avance, et l'a élevé à 150 GW, une puissance équivalente à la production mondiale actuelle (157 GW). De même ses investissements dans le charbon diminuent rapidement et elle aurait pu viser une baisse de 80% de son intensité carbone et un pic d'émission dès 2025 suivie d'une baisse rapide de ses émissions.

Aujourd'hui si l'ensemble de la communauté internationale a pris conscience de la nécessité de réduire les émissions de GES, les engagements déposés nous placent sur une trajectoire d'augmentation des températures en 2100 de +3°C voir +4°C. Ils doivent être revus à la hausse d'ici Paris pour aller vers une trajectoire 2°C.

Suite aux dépôts chinois, islandais et serbe, 42 Etats représentant plus de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) ont déposé leurs INDC.